

II- Les relations extérieures du Québec

Manon Tessier

Volume 26, Number 2, 1995

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/703463ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/703463ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Tessier, M. (1995). II- Les relations extérieures du Québec. *Études internationales*, 26(2), 396–403. <https://doi.org/10.7202/703463ar>

2 février : M. Duane Van Beselaere est nommé négociateur en chef des Accords aériens du Canada. Il sera responsable de la négociation de tous les accords bilatéraux de services aériens entre le Canada et les autres pays (Gouvernement du Canada, *Communiqué no 19*, 2 février 1995).

10 mars : Le Canadien Paul Ignatief occupera les fonctions de directeur du bureau genevois du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) où il remplacera l'Égyptien Samir Basta. (*Le Devoir*, 11-12 mars 1995, p. A5).

II – Les relations extérieures du Québec

(janvier à mars 1995)

A — Aperçu général

La volonté du gouvernement péquiste d'expliquer à l'étranger son projet de souveraineté a constitué la toile de fond de ce trimestre. Les deux principaux partenaires politiques du Québec, la France et les États-Unis, ont reçu, soit le Premier ministre soit le ministre des Affaires internationales, dans le cadre de visites officielles. Le débat nationaliste a donc trouvé des échos à l'extérieur de la province, notamment en France, où la visite de M. Parizeau a, par moment, fait resurgir des polémiques au sein du triangle Ottawa-Paris-Québec.

B — Les politiques économiques et commerciales

En ce début d'année, le ministère des Affaires internationales a publié son bulletin annuel sur le commerce international des marchandises du Québec¹. On peut y lire que les exportations de marchandises ont connu une hausse de 20,8 % par rapport à 1993 et atteignent maintenant \$41 milliards. À l'instar des exportations, le taux de croissance des importations s'est lui aussi accéléré pour totaliser \$35,3 milliards. Cette performance permet au Québec d'enregistrer, pour une deuxième année consécutive, un surplus commercial.

En 1994, les principaux produits exportés par le Québec ont été le matériel de transport (automobile et avionnerie), l'équipement de télécommunications et les produits de ressources (aluminium, pâtes et papier, bois d'œuvre, cuivre et métaux précieux) tandis que les principaux produits importés ont été des automobiles, des produits chimiques et des produits électroniques. Quant aux principaux partenaires commerciaux du Québec, ce sont, du côté des clients, les États-Unis (82,4 %), le Royaume-Uni (2,4 %), l'Allemagne (1,5 %), la France (1,4 %), le Japon (1,3 %) et les Pays-Bas (1,2 %) alors que, du côté des fournisseurs, on retrouve, encore au premier

1. Ministère des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles, *Bulletin annuel 1994 : Commerce international de marchandises du Québec*, décembre 1995, 10p.

rang, les États-Unis (46 %), suivis du Royaume-Uni, du Japon, de la France, de l'Allemagne, de la Chine, de l'Italie, de Taïwan, de la Norvège et du Mexique.

Par ailleurs, le ministre des Affaires internationales, M. Bernard Landry, réitérait en janvier, puis en février, que la règle du *statu quo ante* prévaudrait dans le cas de l'admission d'un Québec souverain à l'ALENA. M. Landry réagissait ainsi aux doutes émis par le Premier ministre du Canada et l'ambassadeur des États-Unis au Canada sur cette question qui souleva encore ce trimestre des divergences d'opinion et d'interprétation juridique².

C — Les politiques d'immigration

En 1994, le Québec a accueilli 27 824 immigrants comparativement à 45 072 en 1993, ce qui représente une baisse de 38,3 %. Cette baisse, bien que plus importante que dans d'autres provinces, a été aussi ressentie à l'échelle pancanadienne où seulement deux provinces – la Nouvelle-Écosse et la Colombie-Britannique – et le Yukon ont connu une augmentation dans ce secteur. La majorité des nouveaux arrivants au Québec sont originaires de Hong Kong, d'Haïti, de France, du Liban et de Chine³.

D'autre part, devant l'afflux d'immigrants et de réfugiés algériens, le ministère québécois des Affaires internationales et de l'Immigration dépêchait à Paris et à Tunis, la capitale du pays voisin de l'Algérie, du personnel supplémentaire pour mener à bien les entrevues des candidats et traiter les demandes des ressortissants de ce pays⁴.

D — Le Québec et la Francophonie

Le ministre des Affaires internationales, M. Bernard Landry, était à Paris, le 30 mars, pour participer à une session extraordinaire de la Conférence ministérielle de la Francophonie. Cette session extraordinaire faisait suite à l'insuccès de la Conférence de Ouagadougou en décembre dernier au cours de laquelle n'avait pu être trouvé un compromis satisfaisant sur la réforme institutionnelle de la Francophonie. La veille, M. Landry avait participé à une séance de travail des 15 ministres dont les États ou gouvernements sont membres du Conseil permanent de la Francophonie (CPF)⁵.

2. *Le Devoir*, 25 janvier 1995, pp. A1-A8, 26 janvier 1995, p. A4 et 13 février 1995, p. A4.

3. *The Gazette*, 28 mars 1995, cité par *L'Argus*, 28 mars 1995, p. A17; *The Globe and Mail*, 29 mars 1995, p. A4.

4. *La Presse*, 10 mars 1995, cité par *L'Argus*, 10 mars 1995, p. A13.

5. Ministère des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles, *Communiqués*, 28 mars 1995 et 30 mars 1995; *Le Devoir*, 20 mars 1995, p. B5 et 30 mars 1995, p. A8; *Le Soleil*, 31 mars 1995, p. A8.

M. Landry a pris part à la construction d'un consensus qui porte notamment sur le rôle politique du CPF dont le président deviendra le porte-parole politique de la Francophonie. Il a particulièrement insisté sur le thème du développement économique qui a été choisi pour devenir l'un des principaux axes de coopération multilatérale. M. Landry a également proposé au Comité de réflexion sur le renforcement de la Francophonie d'ancrer ses préoccupations sur la recherche de partenariats économiques grâce au Forum francophone des Affaires. Le comité de réflexion doit poursuivre ses travaux jusqu'au 30 juin afin de figurer les détails des projets de coopération qui seront soumis lors du Sommet de décembre.

De plus, à cette Session extraordinaire, les participants acceptèrent, sur proposition du Canada, d'envoyer d'urgence une mission au Burundi. Le Québec étudiait la possibilité de participer à cette mission ministérielle.

Par ailleurs, les dirigeants québécois profitaient des activités et réunions entourant la Francophonie pour réassurer les membres de cette organisation quant à l'avenir politique du Québec. Que se soit, à Paris, devant les membres du CPF, ou, à Québec, devant des ambassadeurs réunis à l'occasion du 25^e anniversaire de l'ACCT, le premier ministre Parizeau réaffirmait l'intention de son gouvernement de maintenir les bonnes relations existant entre le Québec, le gouvernement canadien et le reste de la Francophonie⁶.

E — Le Québec et les organisations internationales

Le conseiller à l'action humanitaire internationale du Québec, le Dr. Réjean Thomas, se joignait, du 6 au 12 mars, à la délégation canadienne participant au Sommet mondial pour le développement social qui se tenait à Copenhague sous l'égide des Nations Unies. Le gouvernement a collaboré depuis plus d'un an aux travaux préparatoires du Sommet et faisait partie de la délégation canadienne lors de la Conférence préparatoire de New York, en janvier. Outre M. Thomas, le Québec était représenté par un conseiller au ministère des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles, M. René Vézina, et par des membres de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale⁷.

D'autre part, le Québec, intéressé par la dimension culturelle de la Conférence spéciale du G7 sur la société de l'information, désirait participer à cette réunion internationale qui se tenait les 24, 25 et 26 janvier à Bruxelles. Il ne réussissait pas à obtenir un statut d'observateur de la part du gouvernement fédéral mais, à l'invitation de la Commission européenne, huit entreprises

6. Gouvernement du Québec, *Discours*, 21 mars 1995 ; *Le Devoir*, 22 mars 1995, p. A6 ; *Le Soleil*, 22 mars 1995, p. A11.

7. Ministère des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles, *Communiqué*, 3 mars 1995.

québécoises pouvaient néanmoins prendre part à une exposition sur l'auto-route de l'information tenue à cette occasion⁸.

F — Le Québec et les États-Unis

Le ministre Landry dévoilait en mars, au quotidien *Le Devoir*, que trois firmes de lobbyistes de Washington avaient été embauchées pour expliquer le projet de souveraineté du gouvernement péquiste aux universitaires, aux parlementaires, aux fonctionnaires, aux investisseurs et aux médias américains. Les firmes choisies sont : Jefferson, Waterman International ; Bergner, Bockorny, Clough & Brain ; Pepper, Hamilton & Scheetz et leurs contrats, d'une durée variant entre trois mois et un an, coûteront environ \$500 000. Le Québec, a précisé M. Landry, désire contrebalancer l'influence de l'ambassade canadienne à Washington⁹.

Cette initiative s'inscrit dans une offensive plus large du Québec aux États-Unis. M. Landry s'est également rendu à Boston, le 10 mars, prononcer trois discours devant les auditoires de l'International Business Center de la Nouvelle-Angleterre, du Boston Athenaeum et de l'Université de Harvard. À chacune de ces occasions, il a développé les thèmes de l'économie et de la souveraineté du Québec. Il a notamment insisté sur la continuité historique et politique des revendications du Québec et son engagement en faveur de la libéralisation des échanges commerciaux¹⁰.

Parallèlement à la visite de M. Landry, son sous-ministre, M. Robert Normand, s'est entretenu avec la Secrétaire aux Affaires économiques de l'État du Massachusetts, Mme Gloria Larson. Tous deux verront à arrêter les détails d'une entente de coopération dans les domaines de l'économie, de la science et de la technologie.

G — Le Québec et l'Europe

1 — La visite de M. Parizeau en France

M. Parizeau débutait sa visite officielle de quatre jours, le 24 janvier, alors que se déroulait en France la campagne électorale en vue des présidentielles d'avril. La première journée de son séjour en terre française allait lui permettre de rencontrer le ministre des Affaires étrangères, M. Alain Juppé, des parlementaires français, des membres du Conseil permanent de la Francophonie et

8. Ministère des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles, *Communiqué*, 25 janvier 1995.

9. Michel VENNE, *Le Devoir*, 23 mars 1995, pp. A1-A8.

10. Ministère des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles, *Communiqués*, 1^{er} mars 1995 et 10 mars 1995 ; *Le Devoir*, 11-12 mars 1995, p. A6 ; *La Presse*, 11 mars 1995, cité par *L'Argus*, 14 mars 1995, p. A3.

le Président de l'Assemblée nationale, M. Philippe Séguin. Dans une cérémonie empreinte de symbolisme, M. Séguin a reçu M. Parizeau en dévoilant une plaque commémorant le passage de René Lévesque au Palais Bourbon en 1977, le faisant notamment entrer par la grille d'honneur, un privilège qui n'avait pas été accordé à un visiteur étranger depuis plusieurs années¹¹.

Le passage de M. Parizeau à Paris était suivi de près par l'ambassade canadienne. La veille de l'arrivée de M. Parizeau, l'ambassadeur Benoît Bouchard avait minimisé l'importance de cette visite en notant que la majorité des politiciens rencontrés par le Premier ministre ne seraient plus en fonction dans quelques mois. Il reprocha également à certains parlementaires leur appui à la souveraineté du Québec en usant de termes peu élogieux et condamna le geste d'un groupe d'intellectuels français, qui, dans une déclaration commune, ont réaffirmé leur soutien à la cause souverainiste¹².

Le lendemain, M. Parizeau était reçu par le premier ministre Balladur et déjeunait à l'Élysée avec le président Mitterrand. Ces tête-à-tête avaient pour but de confirmer la nouvelle impulsion que veulent donner les Péquistes aux relations franco-québécoises. MM. Balladur et Parizeau approuvèrent un relevé de décisions dans les domaines de l'autoroute de l'information, le développement des régions ou la coopération industrielle et le principe des visites alternées entre chefs de gouvernement français et québécois fut de nouveau confirmé.

Ces entretiens, de même que ceux des derniers jours, visaient également à connaître la position de la France devant l'éventualité d'un Québec souverain. Interrogés sur cette question par les journalistes, le premier ministre Balladur se déclara prêt à suivre les recommandations de M. Parizeau tandis que, pour sa part, son adversaire aux présidentielles, M. Jacques Chirac, a estimé naturel de voir la France reconnaître le Québec dans l'éventualité d'un référendum gagnant. Il a même évoqué l'effet domino de cette position sur les autres pays membres de la Francophonie¹³. La presse écrite canadienne vit dans ces propos une prise de position engagée de la France et l'ambassade canadienne convoqua les journalistes pour leur expliquer que la politique de non-ingérence et de non-indifférence de la France n'avait pas changé et que ces propos ne signifiaient pas la reconnaissance par la France de la légitimité du processus référendaire québécois¹⁴.

11. Michel VENNE, *Le Devoir*, 20 janvier 1995, pp. A1-A12; *Le Devoir*, 25 janvier 1995, pp. A1-A8.

12. *Le Soleil*, 24 janvier 1995, p. A1; Rhéal SÉGUIN, *The Globe and Mail*, 24 janvier 1995, pp. A1-A4; Susan DELACOURT, *The Globe and Mail*, 25 janvier 1995, p. A4; *Le Soleil*, 25 janvier 1995, p. A5.

13. Rhéal SÉGUIN, *The Globe and Mail*, 27 janvier 1995, pp. A1-A9; Christian RIOUX, *Le Devoir*, 27 janvier 1995, pp. A1-A12; *Le Soleil*, 28 janvier 1995, p. A11.

14. Rhéal SÉGUIN, *The Globe and Mail*, 28 janvier 1995, p. A5; Christian RIOUX, *Le Devoir*, 28-29 janvier 1995, pp. A1-A14; *Le Soleil*, 28 janvier 1995, p. A5.

La visite de M. Parizeau a été complétée par d'autres entretiens dont ceux avec le Président du Conseil national du patronat français¹⁵, le Président du Sénat et le socialiste Michel Rocard ainsi que par plusieurs entrevues avec les médias français. Quant aux ministres qui accompagnaient M. Parizeau, M. Daniel Paillé (Industrie et Commerce) et Mme Rita Dionne-Marsolais (Culture), ils tenaient diverses rencontres parallèles sur des dossiers tels l'autoroute de l'information, la promotion de la langue française et l'industrie automobile¹⁶. Enfin, Mme Lisette Lapointe, épouse et conseillère spéciale du Premier ministre, qui était également du voyage, rencontra l'Abbé Pierre à qui elle remit une distinction de l'Ordre national du Québec¹⁷.

2 – La visite de M. Landry en Suisse et en Allemagne

Le ministre des Affaires internationales, M. Bernard Landry, participait en Suisse, les 28 et 29 janvier, au Forum économique mondial de Davos. En marge du Forum, M. Landry a tenu plusieurs rencontres à caractère économique incluant des représentants de la Banque de Tokyo et de la Commerzbank d'Allemagne et plusieurs rencontres à caractère politique dont celles avec le Président d'Argentine, le ministre des Affaires étrangères d'Israël et le Président de la Generalitat de Catalogne. Il a aussi vu le ministre de l'Économie et de la Coopération du Jura, M. Jean-François Roth, avec qui il a convenu de relancer l'entente de coopération Québec-Jura grâce au secteur de la formation professionnelle¹⁸.

M. Landry a ensuite entrepris une visite officielle en Bavière, les 30 et 31 janvier, où il a été reçu par le Ministre-président, le Dr. Edmund Stoiber. Il fut question de la situation politique au Québec, de la coopération bavaro-québécoise, qui a généré quelque 120 projets en cinq ans, et de l'ouverture possible à Munich d'un bureau du gouvernement du Québec. Le ministre a également renouvelé avec le ministre bavarois de l'Environnement l'entente de coopération environnementale en l'élargissant à de nouveaux secteurs de collaboration et a entériné avec le ministre de l'Économie, des Transports et de la Technologie, la création d'un groupe de travail conjoint sur l'hydrogène. Ce séjour a été complété par un tête-à-tête avec le Président du Landtag de Bavière et un discours devant des gens d'affaires allemands.

15. Christian RIOUX, *Le Devoir*, 26 janvier 1995, p. A4; Rhéal SÉGUIN, *The Globe and Mail*, 26 janvier 1995, pp. A1-A4.

16. Michel DOLBEC, *Le Devoir*, 27 janvier 1995, p. A8; *La Presse*, 19 janvier 1995, cité par *L'Argus*, 19 janvier 1995, pp. A7-A8.

17. Délégation générale du Québec, *Communiqué de presse*, 24 janvier 1995; *La Presse*, 27 janvier 1995, cité par *L'Argus*, 27 janvier 1995, p. A3.

18. Ministère des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles, *Communiqués*, 26 janvier 1995, 29 janvier 1995 et 31 janvier 1995; *Journal de Québec*, 1^{er} février 1995, cité par *L'Argus*, 1^{er} février 1995, p. A8; *La Presse*, 29 janvier 1995, cité par *L'Argus*, 30 janvier 1995, p. A9.

H — Chronologie thématique*

Les propos de M. Major sur la situation au Québec
mi-janvier :

Le Foreign Office de la Grande-Bretagne transmet au Haut-Commissariat du Canada et à la Délégation du Québec à Londres une mise au point sur les propos du premier ministre Major à l'endroit du Québec. Quelques jours auparavant, M. Major, interrogé par des journalistes au sujet des revendications autonomistes des Écossais, avait associé le nationalisme au déclin économique et disait ne pas croire que certaines régions de la Grande-Bretagne veuillent devenir «une sorte de Québec dans le Canada». (Maurice GIRARD, *La Presse*, 20 janvier 1995, cité par *L'Argus*, 20 janvier 1995, pp. A4-A5 ; Jeff SALLOT, *The Globe and Mail*, 19 janvier 1995, p. A4).

Le Québec et l'Ukraine
2 février :

Le ministre Landry a un entretien privé avec M. Léonid Kravchuk, père de l'indépendance de l'Ukraine, qui s'adresse ensuite au Comité commercial Québec-Ukraine. M. Kravchuk effectue une tournée nord-américaine en quête de soutien aux réformes économiques et politiques de son pays. (Ministère des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles, *Communiqué*, 1^{er} février 1995).

Accords avec des ONG
6 mars :

Six accords de reconnaissance d'organisations internationales non gouvernementales sont signés de même qu'un protocole d'entente avec le Centre de Commerce mondial de Montréal. Les organisations concernées sont : le Mondial de la publicité francophone, le Centre international pour la prévention de la criminalité, l'Association mondiale des radiodiffuseurs communautaires, la Confédération mondiale sur la science de la productivité, le Conseil francophone de la chanson et la Fédération mondiale des grands concours internationaux de vins et de spiritueux. (Ministère des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles, *Communiqué*, 6 mars 1995).

Coopération environnementale avec la Nouvelle-Angleterre
22 mars :

L'Association québécoise des techniques de l'environnement et le New England Environmental Business Council signent une entente de coopération dans le secteur de l'environnement. Cette entente encouragera les relations d'affaires, les échanges et les projets de co-entreprises entre ces associations. (Ministère des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles, *Communiqué*, 22 mars 1995).

* Cette chronologie n'est pas exhaustive. Elle mentionne essentiellement des événements non rapportés dans les rubriques précédentes.

Visite de Wallonie

27 mars au 2 avril :

Accompagné d'une délégation de parlementaires, le ministre de la Santé et des Affaires sociales de la Région wallonne, M. Willy Taminiaux, doit effectuer une visite officielle au Québec. (*Wallonie-Bruxelles au Québec*, no 10, mars 1995, p. 12).

Nominations diplomatiques ou autres

janvier : On apprend la nomination de Mme Michelle Bussièrès à la Délégation générale du Québec à Mexico en remplacement de M. Mario Laguë (*Les Affaires*, 18 mars 1995, cité par *L'Argus*, 17 mars 1995, pp. B15-B16) et l'affectation de M. Denis Ricard auprès du gouvernement du Bénin comme conseiller spécial en prévision du Sommet francophone qui se tiendra dans ce pays en décembre. En 1987, M. Ricard avait été le coordonnateur du Sommet de Québec (*Le Soleil*, 30 janvier 1995, cité par *L'Argus*, 30 janvier 1995, p. A25).

mi-janvier : Le Président de l'Assemblée nationale, M. Roger Bertrand, accède à la présidence de l'AIPLF (Assemblée internationale des parlementaires de langue française). (*Le Soleil*, 26 janvier 1995, p. A11).

27 janvier : Les mandats des délégués généraux du Québec à Düsseldorf et Hong Kong sont renouvelés pour une période d'un an. (*La Presse*, 28 janvier 1995, cité par *L'Argus*, 30 janvier 1995, p. A25).

31 mars : M. Louis Duclos est nommé délégué général du Québec à Los Angeles. Il entrera en fonction le 1^{er} juin. (*Le Soleil*, 1^{er} avril 1995, p. A4).